

Établissement public du musée du quai Branly – Jacques Chirac  
222, rue de l'Université  
75343 Paris cedex 07



★ MUSÉE DU QUAI BRANLY  
JACQUES CHIRAC

**Accord-cadre relatif à des prestations de services  
d'assurance tous risques pour les expositions et les objets  
de valeurs du musée du quai Branly – Jacques Chirac**

**N°2021-MQB-00274-AC-00-00**

**Cahier des clauses particulières (CCP)  
n°00274 du 30 juillet 2021**

## **SOMMAIRE**

1.	OBJET ET FORME DE L'ACCORD-CADRE – DISPOSITIONS GENERALES .....	5
3.	DISPOSTIONS FINANCIERES.....	9
3.1.	PRIX DE L'ACCORD-CADRE .....	9
3.1.1.	Contenu des prix.....	9
3.1.3.	Mois d'établissement des prix.....	9
3.1.4.	Forme des prix .....	9
3.2.	MODALITES DE REGLEMENT .....	10
6.1	Résiliation du contrat par l'assureur.....	11
6.2	Résiliation pour retard de paiement.....	12
10.	DEFINITION DES PRESTATIONS – CONDITIONS GENERALES .....	14
10.1.	CARACTERISTIQUES DE LA POLICE A SOUSCRIRE .....	14
10.2.	- CONVENTION.....	14
10.3.	- MISE EN PLACE DES GARANTIES.....	14
	.....	15
	TITRE I .....	15
	PRETS D'ŒUVRES ACCORDES AU MUSEE DU QUAI BRANLY – JACQUES CHIRAC .....	15
	PRETS D'ŒUVRES DU MUSEE DU QUAI BRANLY – JACQUES CHIRAC ACCORDES A DES TIERS .....	15
	ŒUVRES PROPOSEES EN ACQUISITION, EN DATION.....	15
	DEPOTS .....	15
1-	OBJET DE LA POLICE .....	16
2 -	NATURE DE LA GARANTIE.....	17
3 –	DEFINITIONS .....	17
3.1	Souscripteur.....	17
3.2	Assuré .....	17
3.3	Assureurs .....	17
3.4	Définition des risques .....	17
3.4.1.	Le conditionnement des biens.....	17
3.4.2.	Les transporteurs.....	17
3.4.3.	Situation des risques.....	18
3.5	Formule de « clou à clou ».....	18
3.6	Dépréciation après sinistre .....	18
3.7.	Perte totale .....	18
3.8	Dommages matériels .....	18
3.9	Sinistre .....	18
4 -	BIENS ET VALEURS ASSURES .....	18
4.1	Détention de biens .....	18
4.2	Biens assurés .....	18
4.3	Œuvres fragiles .....	19
4.4	Valeurs assurées .....	19
5 -	CAPITAUX ASSURES .....	19
6 -	GARANTIE DE L'ETAT FRANCAIS .....	20
7 -	CATASTROPHES NATURELLES.....	20
7.1	En France métropolitaine .....	20
7.1.1	Etendue de la garantie.....	20
7.1.2	Indemnisation des dommages.....	20
7.1.3	Cotisation additionnelle.....	20
7.2	Catastrophes naturelles en dehors de la France métropolitaine .....	20
8 -	EXCLUSIONS.....	21
9 -	TRANSPORTS – CONDITIONS D'ACCOMPAGNEMENT .....	21
9.1	Choix des transporteurs.....	21
9.2	Transport par route .....	21
9.3	Transport par chemin de fer, voie aérienne ou maritime .....	22
9.4	Convoiement des œuvres.....	22
10 -	RENONCIATION A RECOURS - SUBROGATION.....	22

10.1 Renonciation à recours .....	22
10.2 Transporteurs, transitaires, entrepositaires, emballeurs, détenteurs ou gardiens .....	22
10.3 Subrogation .....	23
11 - FONCTIONNEMENT DE LA GARANTIE .....	23
11.1 Déclarations .....	23
11.2 Devises étrangères .....	23
11.3 Régularisation .....	23
12 - GESTION DES SINISTRES .....	24
12.1 Abrogation de la règle proportionnelle .....	24
12.2 Déclaration de sinistre .....	24
12.3 Calcul du coût de restauration et de réparation (y compris soclage et encadrement) .....	24
12.4. Cas particulier des restaurations différées .....	24
12.5 Calcul de la dépréciation après sinistre .....	25
12.6 Perte totale .....	25
12.7 Franchises .....	25
12.8 Calcul de l'indemnité .....	25
12.9 Règlement des sinistres .....	25
12.9.1 Dommages inférieurs à 3 000 EUR TTC .....	25
12.9.2 Dommages supérieurs à 3 000 euros TTC .....	26
12.9.3 Pour l'ensemble des sinistres .....	26
12.10 Récupération des objets volés des collections privées.....	26
12.11 Inaliénabilité des collections publiques .....	27
12.12 Litiges .....	27
12.13 Mesures d'urgence .....	27
13 - CONVENTIONS.....	28
13.1 Prescription des conditions générales .....	28
13.2 Documents à remettre par l'assuré à l'assureur .....	28
13.3 Certificat d'assurance .....	28
13.4 Statistiques sinistres .....	28
13.5 Aliments.....	28
13.6 Coassurance.....	29
14. TAUX DE COTISATION .....	29
14.1 Taux en séjour pour les prêts, les dépôts et les emprunts .....	29
14.2 Taux en séjour pour les commissions des acquisitions, le conseil artistique des musées nationaux et la commission des dations .....	29
14.3 Transport .....	29
14.4 Risques de guerre .....	29
14.5 Séjour .....	30
14.6 Calcul de la cotisation .....	30
14.7 Paiement de la cotisation .....	30
14.8 Défaut de paiement.....	31
TITRE II .....	32
OEUVRES DES COLLECTIONS DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU QUAI BRANLY – JACQUES CHIRAC.....	32
STOCKAGE, TRANSPORT ET PRESENTATION DANS LES SALLES DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU QUAI BRANLY-JACQUES CHIRAC.....	32
1 - OBJET DE LA POLICE .....	33
2 - NATURE DE LA GARANTIE.....	33
3 - DEFINITIONS .....	33
3.1 Souscripteur.....	33
3.2 Assuré .....	34
3.3 Assureurs .....	34
3.4 Définition des risques .....	34
3.4.1 Le conditionnement des biens.....	34
3.4.2 Les transporteurs.....	34
3.4.3 Situation des risques.....	34

3.4.4 Dommages matériels .....	34
3.4.5 Sinistres .....	34
4 - BIENS ASSURES .....	34
4.1 Détention de biens .....	34
4.2 Biens assurés .....	34
5 - CATASTROPHES NATURELLES .....	35
6 - EXCLUSIONS.....	35
7 - TRANSPORTS – CONDITIONS D’ACCOMPAGNEMENT .....	35
8 - RENONCIATION A RECOURS - SUBROGATION .....	35
9 - FONCTIONNEMENT DE LA GARANTIE.....	35
10 - CONVENTIONS.....	35
10.1 Déclaration de sinistre .....	35
10.2 Calcul du coût de restauration et de réparation .....	36
10.3 Cas particulier des restaurations différées .....	36
Stipulations conformes à celles de l’article 12.4 du titre I du présent CCP. ....	36
10.4 Cas particulier du remplacement à l’identique des fonds sinistrés de la Médiathèque .....	36
10.5 Calcul du coût de l’indemnité .....	36
10.6 Règlement des sinistres .....	36
10.7 Documents à remettre par l’Assureur .....	36
11 - COTISATION D’ASSURANCE .....	37
12 - DEFAUT DE PAIEMENT.....	37

## **1. OBJET ET FORME DE L'ACCORD-CADRE – DISPOSITIONS GENERALES**

### **1.1 Objet et forme de l'accord-cadre**

Le présent accord-cadre a pour objet de confier au titulaire des prestations de services d'assurance tous risques pour les œuvres en prêts au sein du musée ainsi que les objets de valeurs du musée du quai Branly-Jacques Chirac.

L'accord-cadre n'est pas alloti.

Il ne comprend aucune tranche, prestation supplémentaire éventuelle, ni variante.

Il est conclu à prix mixtes et comprend :

- Une part forfaitaire pour les prestations relevant du **Titre II** du CCP, et dont les prix sont détaillés dans une décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).
- Une part à commande pour les prestations relevant du **Titre I** du CCP, et dont les prix sont détaillés au bordereau des prix unitaires (BPU), et conclue sans montant minimum et avec un montant maximum de 200 000,00 € HT, reconductions comprises.

L'accord-cadre est mono-attributaire.

### **1.2 Durée de l'accord-cadre**

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée d'un an (1) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 (date d'effet de l'accord-cadre). Il pourra être reconduit trois (3) fois pour la même durée par décision expresse de la personne publique, notifiée au titulaire en respectant un préavis de trois (3) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

Le titulaire ne pourra pas refuser les reconductions.

La durée totale de l'accord-cadre ne pourra pas dépasser quatre (4) ans.

Les bons de commandes émis pendant la durée de validité de l'accord-cadre peuvent s'exécuter au-delà, jusqu'à admission des prestations faisant l'objet du bon de commande dans une limite de trois mois.

**Il est entendu que les œuvres prêtées ou empruntées resteront couvertes jusqu'à leur date de restitution.**

### **1.3 Intervenants**

#### **1.3.1 Représentation du titulaire**

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par l'accord-cadre, les décisions nécessaires engageant le titulaire pour lequel ils agissent.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;

- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

### 1.3.2 Représentation du titulaire

Le pouvoir adjudicateur est l'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac, dont le siège est situé 222, rue de l'Université – 75343 PARIS Cedex 07.

Le pilotage de l'accord-cadre est assuré conjointement par le Département du Patrimoine et des Collections et la Direction du Développement Culturel.

## 1.4 Sous-traitance

Conformément à l'article L2193-3 du Code de la commande publique relatif à la sous-traitance, le titulaire peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution de certaines prestations de services ou de certains travaux associés au présent accord cadre.

Conformément aux dispositions de l'article L2193-4 du Code de la commande publique, le titulaire est tenu, avant de sous-traiter certaines prestations de l'accord cadre, d'obtenir du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement.

Le sous-traitant accepté et agréé est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution, par le pouvoir adjudicateur lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600,00 euros T.T.C.

Il est rappelé qu'est prohibée la sous-traitance par le titulaire de l'intégralité de l'accord cadre.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont possibles au moment du dépôt de l'offre ou en cours d'exécution de l'accord cadre selon les modalités définies à l'article L2193-5 du Code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG-FCS.

Cette sous-traitance ne peut en aucune façon décharger le titulaire de sa responsabilité vis à vis de l'exécution des prestations.

S'il s'avère, au cours de l'exécution de l'accord-cadre, que le titulaire ne dispose pas de capacités particulières dans une discipline requérant une compétence très spécialisée ayant entraînée une défaillance dans l'exécution de la mission, le titulaire est tenu soit de sa propre initiative soit sur simple demande motivée de la personne publique, de s'adjoindre les spécialistes nécessaires.

En vue d'obtenir l'acceptation du ou des sous-traitants et l'agrément des conditions de paiement en cours d'exécution du présent accord-cadre, le titulaire remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée avec avis de réception, le formulaire DC4 complété et signé disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

L'intervention des sous-traitants ne pourra en aucun cas avoir pour conséquence de modifier les prix unitaires relatifs à la rémunération.

Si le titulaire n'a pas satisfait aux demandes d'adjonction de compétences, la personne publique peut décider, quinze (15) jours après mise en demeure restée sans effet, aux frais et risques du titulaire, de désigner lui-même un prestataire chargé de réaliser la tâche correspondant à la spécialité en cause.

Le titulaire est autorisé à suivre l'exécution de cette prestation sans pouvoir l'entraver. Les excédents de dépense qui en résultent sont à la charge du titulaire ; ils sont prélevés sur les sommes qui lui sont dues sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Le titulaire est tenu de soumettre à l'approbation de la personne publique et de justifier toutes modifications qu'il souhaite apporter aux prestations sous-traitées : modification des limites d'intervention des sous-traitants, remplacement ou désignation d'un nouveau sous-traitant, etc. La

personne publique pourra s'y opposer si les dispositions envisagées lui paraissent de nature à compromettre le bon déroulement du projet.

### 3.5.1 Déclaration de sous-traitance au moment du dépôt de la candidature et de l'offre

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de son offre, le candidat joint à son dossier formulaire DC4 complété et signé disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

A défaut, le candidat remplit et signe l'annexe n° 2 à l'accord-cadre comportant les informations suivantes :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- les modalités de calcul et de versement des avances et acomptes ;
- la date (ou le mois) d'établissement des prix ;
- les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux accord-cadres au titre des articles L2141-1 à L2141-14 du Code de la commande publique ;
- le compte à créditer.

La notification de l'accord cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

### 3.5.2 Déclaration de sous-traitance en cours d'exécution de l'accorde cadre

En vue d'obtenir l'acceptation du ou des sous-traitants et l'agrément des conditions de paiement, le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec avis de réception, un acte spécial dûment rempli, accompagné des documents suivants :

- La déclaration du sous-traitant comportant ses capacités professionnelles et financières (formulaire DC4 ou document libre) ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux accord-cadres publics au titre des articles L2141-1 à L2141-14 du Code de la commande publique.
- Les attestations fiscales et sociales, délivrées par les administrations et organismes compétents. Ces attestations devront être certifiées conformes par une personne habilitée à engager l'entreprise ;
- Les attestations d'assurances du sous-traitant en cours de validité ;
- Le compte à créditer.

### 3.5.3 Communication de renseignements inexacts ou sous-traitance occulte

Le titulaire qui, sciemment, fournit des renseignements inexacts, tant à l'appui de sa demande d'acceptation de sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement figurant dans le contrat de sous-traitance que dans le document constatant cette acceptation et cet agrément, peut encourir la résiliation de l'accord cadre à ses frais et risques.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire de l'accord cadre.

## **1.5 Cotraitance**

En cas de groupement conjoint, en application de l'article R2142-24 du code de la commande publique, le mandataire est solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du représentant du pouvoir adjudicateur jusqu'à la date d'expiration de l'accord-cadre et l'exécution complète des bons de commandes pris en application de l'accord-cadre.

## **1.6 Langue applicable**

La langue applicable en exécution du présent accord-cadre et de ses bons de commandes est la langue française.

## **1.7 Obligations du titulaire – Modalités d'exécution**

Le titulaire du présent accord-cadre exerce ses fonctions pour le compte du pouvoir adjudicateur en liaison avec celui-ci.

Le titulaire du présent accord-cadre s'engage à accomplir tous les actes qui lui paraissent nécessaires auprès du pouvoir adjudicateur, compte tenu des natures et domaines d'intervention qui lui sont confiés par le présent accord-cadre. Il doit mettre en garde le pouvoir adjudicateur contre les conséquences dommageables des dispositions inscrites dans les différentes pièces portées à sa connaissance tout au long de sa mission.

Pour l'exécution de sa mission, le titulaire est tenu d'assister à toutes les réunions de travail organisées par le pouvoir adjudicateur dès lors que des questions le concernant y seront abordées.

## **1.8 Diversité – Egalité dans les accords-cadres publics**

Le Ministère de la Culture (MC), a obtenu le label « Diversité » et « Egalité ». A ce titre, il souhaite mobiliser les entreprises dans le cadre de sa politique d'achats responsables.

Le MC s'engage à mettre en œuvre des procédures et des outils garantissant l'égalité de traitement des personnels dans ses procédures de gestion des ressources humaines. Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations sont engagées à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion RH.

Afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, le MC s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions pluriannuel pour lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

## **2. PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE**

Par dérogation aux dispositions de l'article 4 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du présent accord-cadre sont les suivantes :

- **L'acte d'engagement (AE) et ses deux (2) annexes :**
  - Annexe 1 : le bordereau des prix unitaires (BPU), additifs intégrés.
  - Annexe 2 : Le formulaire DC4 valant demande d'acceptation du ou des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement du ou des contrats de sous-traitance.
- **Le présent cahier des clauses particulières (CCP) n°274 du 30 juillet 2021 ses annexes :**
  - Annexe 1.a : Participation aux bénéfices
  - Annexe 1.b : Catastrophes naturelles ;
  - Annexe 1.c : Prestations d'intermédiation ;
  - Annexe 2 : Horaires d'ouverture du musée ;
  - Annexe 3 : Données de fréquentation du musée ;
  - Annexe 4 : Sinistralité ;
  - Annexe 5 : Activités de conservation;



- Annexe 6 : Conditions climatiques ;
  - Annexe 7: Liste des expositions temporaires organisées sur les quatre dernières années.
  - Annexe 8 : Facility report des espaces d'expositions
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux accords-cadres publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 ;
  - Le Code des assurances ;
  - Le **mémoire technique du titulaire** présentant la nature et l'étendue des garanties remis à l'appui de son offre, accompagné du **cadre de réponse** relatif aux modalités de gestion du contrat et des sinistres ;

### 3. DISPOSTIONS FINANCIERES

#### 3.1. PRIX DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est traité pour partie à prix forfaitaire, détaillée dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et pour autre partie à prix unitaires basée sur le bordereau des prix unitaires (BPU) propre, conclue sans montant minimum et avec un montant maximum de 200 000,00 € HT.

##### 3.1.1. Contenu des prix

En complément des dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG/FCS, les prix de l'accord-cadre sont des prix plafonds et réputés comprendre :

- les frais afférents aux déplacements sur les différents sites du musée
- toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation,
- tous les frais et sujétions non explicitement décrits et liés à l'exécution des prestations,
- les frais de déplacement, de transport,
- les frais de reprographie des documents, rapports, comptes rendus...,
- le matériel (pc et appareil photo) nécessaire pour l'exécution des prestations,
- les fournitures non prises en charge par l'établissement,
- les abonnements téléphoniques et à internet.

##### 3.1.2. Prix nouveaux - additif

En application de l'article L 2194-1 du Code de la commande publique, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant, des prix nouveaux pendant l'exécution de l'accord-cadre et ne figurant pas dans le bordereau de prix unitaires initial, pourront être incorporés dans un bordereau supplémentaire de prix unitaires (additif), signés des deux parties. Le montant total de ces nouveaux prix, appelés additifs, ne pourra toutefois pas excéder 5% du montant total des prix unitaires.

##### 3.1.3. Mois d'établissement des prix

Le mois d'établissement des prix est le mois M0 (M zéro) figurant en première page de l'acte d'engagement. Les prix sont réputés établis selon les conditions économiques en vigueur à ce mois.

##### 3.1.4. Forme des prix

Les prix sont fermes et définitifs pour toute la durée de l'accord-cadre, reconductions comprises et sont exprimés en euros.

##### 3.1.5 Application de la TVA

Le taux de TVA appliqué est celui en vigueur au moment de l'établissement des pièces de mandatement.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne serait pas assujéti à la TVA, la mention justificative devra figurer sur les factures transmises au musée du quai Branly-Jacques Chirac

### **3.2. MODALITES DE REGLEMENT**

#### **3.2.1. Avance**

Si le montant forfaitaire de l'accord-cadre est supérieur à 50 000,00 € HT, une avance de 10% d'une somme égale à 12 fois le montant forfaitaire initial TTC de l'accord-cadre divisé par sa durée exprimée en mois, sera versée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

En application de l'article R.2191-11 du Code de la commande publique, le remboursement de cette avance s'effectuera par précompte sur les sommes dues dès que le montant cumulé de(s) facture(s) présentée(s) par le titulaire dépassera 30% du montant forfaitaire HT de l'accord-cadre. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 % du montant forfaitaire HT de l'accord-cadre.

#### **3.2.2. Envoi des factures**

Dès la notification du présent accord-cadre, le titulaire adressera l'avis d'échéance correspondant à la prime provisionnelle sur Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>) en utilisant les données suivantes :

- numéro de SIRET du musée du quai Branly – Jacques Chirac : 180 092 140 00037
- numéro d'engagement : EJ/SAF/AAAA/000XXXX (cette référence sera communiquée après la notification de l'accord-cadre).
- code service : SFACT

Les avis d'échéance de la prime provisionnelle et de la prime de régularisation comporteront les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire,
- la référence au présent accord-cadre,
- la date de l'avis,
- le lieu de paiement des primes,
- les montants HT et TTC de la prime,
- les coordonnées bancaires du titulaire.

Les paiements sont effectués suivant les règles de la comptabilité publique, au compte ouvert au nom du titulaire et à la banque désignés à l'article 10 de l'acte d'engagement ou à tout autre compte communiqué par courrier par le titulaire. La modification des coordonnées bancaires du titulaire ne donnera pas lieu à la passation d'un avenant.

Le comptable assignataire des paiements de l'Établissement règle les sommes dues au titulaire par mandat administratif et selon les dispositions spécifiques propres au code des assurances.

Les primes du présent contrat devant être payées dans les formes prescrites selon les règlements administratifs en vigueur, les compagnies renoncent à suspendre leurs garanties ou à résilier le contrat si le retard du paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités administratives.

En cas de modification de la réglementation applicable ayant une incidence sur le montant des primes, l'Assureur transmet les pièces justificatives au service facturier de l'Établissement.

### **4. PENALITES ET RETENUES**

Les dispositions de l'article 14 du CCAG-FCS s'appliquent.

## **5. CONFIDENTIALITE**

Chaque titulaire s'engage à garder confidentielles et à ne pas utiliser, divulguer ou communiquer par quelque moyen que ce soit, toutes les informations écrites ou orales échangées entre les parties à l'occasion de l'exécution des prestations, pendant une durée de deux (2) ans à compter de la fin du présent accord-cadre quelle qu'en soit la cause.

Le titulaire se porte fort, au sens de l'article 1204 du Code Civil, du respect par ses préposés, mandataires ou sous-traitants dûment autorisés, de l'obligation de confidentialité visée ci-dessus. L'obligation de confidentialité ne s'applique pas aux informations qui :

- seraient dans le domaine public ou qui viendraient à y tomber sans que cela résulte de son fait;
- étaient connues de la partie réceptrice avant sa divulgation ;
- ont été portées légalement à la connaissance de la partie réceptrice par un tiers non lié par un engagement de confidentialité à l'égard de l'autre partie.

En complément de l'article 5.1.1 du CCAG/FCS, le titulaire est tenu de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que les informations, documents ou éléments transmis dans le cadre de l'accord-cadre, y compris si ces derniers ne présentent pas un caractère confidentiel, ne soient divulgués à un tiers. Ne sont pas couverts par cette obligation les informations, documents ou éléments que le pouvoir adjudicateur a ou aura lui-même rendus publics.

Les documents remis aux prestataires par l'établissement public demeurent la propriété exclusive de ce dernier et devront par conséquent lui être restitués après exécution des prestations.

Ils s'interdisent notamment toute communication écrite ou verbale et toute remise de documents à des tiers sans l'accord expresse préalable du représentant du pouvoir adjudicateur.

L'utilisation de tout ou partie des prestations ou des dispositifs informatiques ou contenus à des fins de démonstration ou de promotion, sans accord préalable du représentant du pouvoir adjudicateur est interdite.

Il est entendu que ces obligations s'appliquent au titulaire de l'accord-cadre, à ses co-traitants, sous-traitants éventuels, et à chacun de leur préposé à titre personnel.

Le titulaire reconnaît avoir été informé que toute divulgation d'information confidentielle est susceptible de tomber sous le coup :

- de l'article 226-13 du Code pénal
- de l'article 43 de la loi 78.17 du 6 janvier 1978 (loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés). Par dérogation à l'article 32.2 du CCAG/FCS, le non-respect de cette obligation entraîne la résiliation immédiate sans préavis, ni indemnité, et si nécessaire des poursuites judiciaires pourront être déclenchées.

## **6. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE**

L'accord-cadre pourra être résilié dans les conditions prévues par le chapitre 6 du CCAG/FCS. Par dérogation à l'article 32 du CCAG/FCS, le présent accord-cadre pourra être résilié, sans paiement d'indemnités en cas de faute de la part du titulaire :

- à l'échéance principale, sur l'initiative de chacune des parties et sous réserve d'un préavis de 4 mois précédant l'échéance, transmis par lettre recommandée avec accusé de réception,
- sans mise en demeure préalable, lorsque le titulaire ne respecte pas les dispositions de l'accord-cadre,

*Il est précisé que le accord-cadre ne pourra être résilié pour sinistre en cours d'exercice, mais exclusivement à l'échéance, dans les conditions énoncées supra.*

### **6.1 Résiliation du contrat par l'assureur**

L'assureur peut résilier dans les cas suivants :

- En cas de non-paiement de la cotisation (article L.113-3 du Code des Assurances), sous réserve des stipulations prévues au 9.2
- En cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours de contrat.

Dans tous les cas, la part de cotisation correspondant aux risques à couvrir au moment de la résiliation sera remboursée au souscripteur.

## **6.2 Résiliation pour retard de paiement**

Les assureurs renoncent à suspendre ou résilier les garanties si le retard de paiement est imputable à l'exécution des procédures et formalités administratives.

## **7. OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES**

Le titulaire atteste sur l'honneur que les prestations nécessaires à l'exécution du présent accord-cadre seront effectués par des salariés employés régulièrement au regard de la législation du travail et de la sécurité sociale en vigueur et particulièrement au regard des articles L1221-10, L3243-1 et R3243-3 du code du travail. Cette attestation devra être renouvelée tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à communiquer à la personne publique, avant la notification de l'accord-cadre et, par la suite, tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents visés à l'article D 8222-5 du code du travail à savoir :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au titulaire et datant de moins de six (6) mois,
- une attestation sur l'honneur du titulaire du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises lorsque le titulaire n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés ou une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers.

Lorsque l'immatriculation du titulaire au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants:

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis),
- une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers,
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente,
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription.

Si le titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, il remettra avant la notification de l'accord-cadre et tous les six (6) mois jusqu'à la fin de son exécution :

- un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts ; si le titulaire n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France,
- un document attestant la régularité de sa situation sociale au regard du règlement (CEE) n° 1408/71 du 14 juin 1971 ou d'une convention internationale de sécurité sociale ou, à défaut, une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme français de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations sociales incombant au titulaire et datant de moins de six (6) mois.

Lorsque l'immatriculation du titulaire à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :

- un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription,
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel,

- pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six (6) mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.

Lorsque le titulaire emploie des salariés pour effectuer une prestation de services d'une durée supérieure à un mois, une attestation sur l'honneur établie par ce titulaire, à la date de signature du contrat et tous les six (6) mois jusqu'à la fin de son exécution, certifiant de la fourniture à ces salariés de bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-3, ou de documents équivalents. Lorsque le titulaire emploie des salariés pour effectuer une prestation de services d'une durée supérieure à un mois, une attestation sur l'honneur établie par ce titulaire, à la date de signature du contrat et tous les six (6) mois jusqu'à la fin de son exécution, certifiant de la fourniture à ces salariés de bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-3, ou de documents équivalents. Lorsque le titulaire emploie au moins 20 salariés, un certificat attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L 5212-2 à L 5212-5 du code du travail et délivré par l'Association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés.

Les documents et attestations énumérés ci-dessus doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française.

En cas de recours à des sous-traitants, le titulaire de l'accord-cadre s'engage à s'assurer que le sous-traitant auquel il a recours est régulièrement immatriculé, effectue ses déclarations sociales et fiscales obligatoires et emploie régulièrement son personnel au regard de la législation du travail et de la sécurité sociale en vigueur. Le titulaire s'engage à produire pour ses sous-traitants les mêmes documents que ceux qu'il est tenu de communiquer à la personne publique et selon la même fréquence.

Dans l'hypothèse où il s'avérerait que le titulaire, bien qu'ayant produit les documents visés à l'article D 8222-5 du code du travail, a recours au travail dissimulé, la personne publique se réserve la possibilité de prononcer la résiliation de l'accord-cadre, sans avoir à verser une quelconque indemnité, et ce sous réserve que le recours au travail dissimulé soit avéré. A défaut pour le titulaire d'avoir mis fin aux pratiques litigieuses dans un délai de huit jours calendaires après réception d'une mise en demeure adressée par la personne publique et d'en avoir justifié, ou d'avoir fourni toutes les explications permettant de démontrer qu'il n'existe pas de travail dissimulé, la personne publique pourra décider de prononcer la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire.

En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés à l'article 45 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015, le présent accord-cadre pourra être résilié par la personne publique aux torts exclusifs du titulaire sans mise en demeure préalable mais après que le titulaire ait été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de huit jours calendaires.

Les attestations devront être déposées par chaque titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement, par le Musée du quai Branly - Jacques Chirac, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>

En cas de difficultés dans le dépôt des documents, il est possible de contacter le service juridique et des achats : [marches-publics@quaibranly.fr](mailto:marches-publics@quaibranly.fr)

## **8. ASSURANCES**

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra remettre au représentant du pouvoir adjudicateur un exemplaire de la police souscrite contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incombent du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes de l'accord-cadre à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution des prestations.

L'attestation d'assurance devra être déposée par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement, par le Musée du quai Branly - Jacques Chirac-Jacques Chirac, à l'adresse

suivante :

<http://www.e-attestations.fr>

En cas de difficultés dans le dépôt des documents, il est possible de contacter le service juridique et des achats : [marches-publics@quaibranly.fr](mailto:marches-publics@quaibranly.fr)

## **9. REGLEMENT DES DIFFERENDS**

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties et s'il ne peut être obtenu un accord amiable, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Paris.

## **10. DEFINITION DES PRESTATIONS – CONDITIONS GENERALES**

### **10.1. Caractéristiques de la police à souscrire**

Les candidats présenteront un programme d'assurance unique couvrant à l'intérieur d'un même contrat la garantie tous risques expositions et objets de valeur.

Les conditions de garantie devront respecter les exigences des conditions particulières figurant ci-après.

### **10.2. Convention**

Il est convenu entre les parties que les œuvres ou collections présentes au musée du quai Branly - Jacques Chirac font partie intégrante des biens assurés sous le terme « Collections permanentes ».

### **10.3. Mise en place des garanties**

Dès la date d'effet de l'accord-cadre, le musée s'engage à mandater avec diligence la quittance présentée.

Au vu des règles de paiement imposées par la comptabilité publique, l'Assureur accepte que les garanties continuent à être accordées, même s'il n'a pas encore reçu le paiement de la prime.

Les prestations attendues sont détaillées au Titre I et II.

**Les besoins du pouvoir adjudicateur sont définis précisément dans le présent cahier des charges. Le cahier des charges est à accepter sans réserves, sous peine de rejet de l'offre.**

<b>TITRE I</b>
----------------

**PRETS D'ŒUVRES ACCORDES AU MUSEE DU QUAI BRANLY –  
JACQUES CHIRAC**

**PRETS D'ŒUVRES DU MUSEE DU QUAI BRANLY – JACQUES  
CHIRAC ACCORDES A DES TIERS**

**ŒUVRES PROPOSEES EN ACQUISITION, EN DATION**

**DEPOTS**

## **1- OBJET DE LA POLICE**

Sous réserve des seules exclusions figurant à l'article 8 du présent CCP « exclusions » :

L'Assureur garantit, selon la formule dite « de clou à clou », le vol, la perte totale ainsi que les frais de restauration et de réparation de toute nature qui pourraient être exposés à la suite de dommages matériels survenant aux biens assurés, de leur détérioration, ainsi que leur dépréciation après sinistre, à l'occasion :

- de prêts d'œuvres accordés à l'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac (emprunts) pour ses expositions temporaires présentées au sein du musée (jardin inclus) et dans le cadre de ses itinérances en France et à l'étranger, par des prêteurs français et étrangers, privés ou institutionnels sauf demande contraire et expresse de l'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac;
- de prêts d'œuvres de la collection de l'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac accordés à des institutions culturelles françaises ou étrangères, organisatrices d'expositions dès lors que les conditions d'assurances de l'emprunteur ne répondent pas aux garanties minimales d'assurance exigées par le musée du quai Branly - Jacques Chirac;
- de dépôts d'œuvres accordés à l'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac. Cela peut notamment être le cas lorsque des biens culturels ont cessé de faire partie des collections nationales mais ont été placés sous la garde du musée du quai Branly – Jacques Chirac par des tiers dans l'attente de leur éventuelle restitution à leur détenteur;
- d'œuvres proposées à la commission des acquisitions de l'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac, à la commission des dations et au conseil artistique des musées nationaux du Service des Musées de France ;
- d'expositions organisées par le musée d'œuvres dont il est propriétaire hors les murs de l'établissement ;
- du déploiement du plan de prévention contre le risque d'inondation (PPRI) et notamment de la mise en œuvre rapide du dispositif de sauvegarde des œuvres ;
- de transports, de stockages, de prestations de désinsectisation, d'analyses, de conservation-restauration, de soclage ou de toute autre activité de conservation matérielle ou d'étude externalisées chez un prestataire spécialisé et/ou titulaire d'un accord-cadre avec le musée du quai Branly - Jacques Chirac.

Par ailleurs, l'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac se réserve la possibilité d'assurer, dans le cadre de cet accord-cadre, les prêts d'œuvres de sa collection lorsque l'emprunteur bénéficie d'une dispense d'assurance.

L'Assureur garantit également les frais rendus nécessaires à l'occasion d'un sinistre, tels que :

- les frais exposés en vue de soustraire les biens assurés à l'atteinte d'un sinistre garanti ou d'en limiter l'effet ou toutes autres mesures conservatoires, ainsi que les frais de restauration et de réparation de toute nature qui pourraient être exposés à la suite de détériorations et de dommages matériels survenant aux biens qui seraient endommagés au cours, ou à l'occasion de ces mesures ;
- les frais de clôture provisoire ou de gardiennage ;
- les frais et honoraires des Experts que l'Assuré aura lui-même choisis et nommés à l'occasion d'un sinistre.



Les lieux de fourniture des services ou d'exécution des prestations sont :

- Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac  
222, rue de l'Université  
75343 Paris Cedex 07
- Entrepôt du musée du quai Branly - Jacques Chirac  
Situé à Morangis (bail commercial)  
27/29 rue Gustave Eiffel  
91420 MORANGIS
- Musée du Louvre – Aile DENON  
Pavillon des Sessions (convention d'occupation temporaire)  
75001 Paris
- Les lieux où se déroulent le stockage ainsi que les prestations de désinsectisation, d'analyses, de conservation-restauration, de stockage ou de toute autre activité de conservation matérielle ou d'étude engagée chez un prestataire spécialisé auprès duquel le musée du quai Branly – Jacques Chirac aura émis un bon d'achat.

## **2 - NATURE DE LA GARANTIE**

La garantie s'entend de « clou à clou », y compris la détérioration, la dépréciation après sinistre, le vol, la perte totale et tous dommages matériels.

## **3 – DEFINITIONS**

### **3.1 Souscripteur**

Le Souscripteur du présent accord-cadre est l'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac.

### **3.2 Assuré**

Par « Assuré », il faut entendre le Souscripteur agissant tant pour son compte que pour celui de tiers (organismes, coproducteurs...).

La qualité d'Assuré est également accordée aux propriétaires des œuvres confiées à l'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac.

### **3.3 Assureurs**

Il convient d'entendre par ce terme l'Assureur lui-même représentant tous les co-assureurs.

### **3.4 Définition des risques**

#### ***3.4.1. Le conditionnement des biens***

Pour les opérations de transfert, les biens seront protégés de diverses façons : caisses, emballages, conditionnements particuliers réalisés selon les usages de la profession.

Les emballages devront être obligatoirement effectués par des emballeurs professionnels ou par le personnel de l'Assuré.

#### ***3.4.2. Les transporteurs***

Les opérations de transport pourront être confiées à des transporteurs spécialisés dans le domaine du transport des œuvres d'art et/ou d'objets précieux, ou réalisées directement par le Souscripteur.

Ils pourront avoir la charge de la manutention, de l'emballage, du déballage, du conditionnement, du stockage, des opérations de douane, du transport des biens puis du rangement de ces mêmes biens dans les stockages prévus.

### **3.4.3. Situation des risques**

Monde entier.

### **3.5 Formule de « clou à clou »**

Les biens assurés seront garantis, dès l'instant où l'on s'en saisit (à nu ou en caisse) et qu'un constat d'état aura été établi ou à défaut un bon de livraison signé, et ce jusqu'à ce qu'ils soient acheminés et installés au lieu indiqué par l'Assuré, depuis leur départ du lieu désigné jusqu'à leur retour au lieu également désigné par l'Assuré et qu'un constat d'état aura été établi ou à défaut un bon de livraison signé, y compris séjours intermédiaires notamment : ateliers d'emballage, ateliers de soclage, ateliers de restauration, entrepôts, douanes, lieux de transit, etc., et ce, durant la période indiquée.

### **3.6 Dépréciation après sinistre**

La dépréciation après sinistre correspond à la diminution de la valeur commerciale d'un bien assuré après restauration consécutive à un sinistre.

Il est convenu que la dépréciation après sinistre s'applique également aux œuvres non endommagées mais qui constituent une paire ou une série avec l'œuvre endommagée.

### **3.7. Perte totale**

Un bien assuré sera considéré comme totalement perdu dès l'instant où un accord, sur cet état de fait, sera obtenu entre l'Assureur, par le biais de son expert, et l'Assuré.

### **3.8 Dommages matériels**

Tous bris, détérioration, destruction, disparition de tout ou partie d'un bien défini dans l'article 4 du présent CCP « Biens et valeurs assurés ».

### **3.9 Sinistre**

Tous dommages matériels subis par les biens assurés et survenant entre la date d'effet et la date de fin de l'accord-cadre. Pour les expositions en cours à la date de fin de l'accord-cadre, la période de garantie s'étendra jusqu'à la date de restitution des œuvres aux prêteurs.

Il est précisé que constitue un seul et même sinistre l'ensemble des préjudices garantis, résultant d'un même fait générateur.

## **4 - BIENS ET VALEURS ASSURES**

### **4.1 Détention de biens**

Les biens sont garantis, que l'Assuré en soit propriétaire, locataire, dépositaire ou détenteur à un titre quelconque.

### **4.2 Biens assurés**

Les biens assurés par le présent accord-cadre concernent l'ensemble et la généralité des objets archéologiques ou historiques et œuvres d'art constitués d'un ou de plusieurs éléments, matériels, objets, substances, mobiliers, textiles, enregistrements sonores, y compris les photographies, installations audiovisuelles, œuvres audiovisuelles et multimédia (notamment CD-ROM, DVD), appareils mobiles ou immobiles de toute nature, ouvrages, monographies, périodiques, tirés à part, affiches, documents d'archives :

- appartenant à des tiers et confiés à l'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac pour ses expositions temporaires ;
- faisant partie des collections de l'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac et confiés à des tiers ;
- mis en dépôt à l'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac par des tiers; Cela peut notamment être le cas lorsque des biens ont cessé de faire partie des collections nationales mais sont placés sous la garde du musée du quai Branly – Jacques Chirac par des tiers dans l'attente de leur éventuelle restitution à leur détenteur.
- proposés pour acquisition à l'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac lors de leur présentation devant la commission des acquisitions, le conseil artistique des musées nationaux ou la commission des datations ;
- en cas de présentation d'œuvres dans le jardin, les conditions d'exposition seront communiquées, au préalable, à l'assureur pour accord. Il est entendu que l'assurance ne pourra couvrir les dommages résultant des intempéries, des souillures d'animaux ou du vandalisme.

#### **4.3 Œuvres fragiles**

Sont considérés comme œuvres fragiles notamment les œuvres en porcelaine, verrerie, glace, marbre, poterie, terre cuite, grès, céramique, albâtre, plâtre, cire et fonte.

Conformément aux conditions décrites à l'article 11 du présent CCP « Fonctionnement de la garantie », l'Assuré décide de la qualification « fragile » applicable à chaque œuvre.

Il est convenu que l'Assureur reconnaît cette qualification comme exacte et non contestable.

#### **4.4 Valeurs assurées**

Les biens assurés sont garantis en valeur agréée à concurrence de la valeur déclarée par l'Assuré conformément aux conditions décrites à l'article 11 du présent CCP « Fonctionnement de la garantie ».

Ces valeurs sont reconnues exactes et non contestables par l'Assureur.

### **5 - CAPITAUX ASSURES**

Il est demandé à l'Assureur d'avoir la capacité de placer les capitaux suivants sous 7 jours :

- 76 300 000 € (soixante-seize millions trois cent mille euros) par événement et/ou par lieu au musée du quai Branly – Jacques Chirac ou pour le compte de l'Établissement public ainsi que sur les commissions des acquisitions, des datations, le conseil artistique des musées nationaux, les dépôts d'œuvres au musée du quai Branly – Jacques Chirac, ainsi que les prêts du musée du quai Branly – Jacques Chirac accordés à des institutions culturelles.
- 45 800 000 € (quarante-cinq millions huit cent mille euros) par véhicule ;
- 45 800 000 € (quarante-cinq millions huit cent mille euros) par avion ;

- 750 000 € (sept cent cinquante mille euros) par bateau : il est entendu que le transport par bateau concerne uniquement les œuvres non fragiles, voyageant en cale / under-deck ;
- 45 800 000 € (quarante-cinq millions huit cent mille euros) par œuvre.

L'Assureur et l'Assuré veilleront au suivi de l'évolution des capitaux assurés. En cas de dépassement, le courtier devra en informer l'Assuré sans que pour autant les conditions de l'accord-cadre soient modifiées, y compris pour les taux appliqués à ces capitaux.

## **6 - GARANTIE DE L'ETAT FRANCAIS**

En application de la loi n°93-20 du 16 janvier 1993 relative à l'institution d'une garantie de l'État pour certaines expositions d'œuvres d'art, qu'il organise en France, seul ou avec d'autres partenaires, complétée par le décret n° 93-947 du 23 juillet 1993 modifié, l'Assuré pourra dans certains cas demander la garantie de l'État.

Il en informera au préalable l'Assureur.

Il est précisé qu'il lui sera demandé de proposer à l'Assuré un taux de couverture spécifique pour la couverture du 1<sup>er</sup> risque, l'État prenant à sa charge les risques supérieurs à un seuil minimum de 45 734 705 euros.

## **7 - CATASTROPHES NATURELLES**

### **7.1 En France métropolitaine**

#### ***7.1.1 Etendue de la garantie***

Conformément à la loi n°82.600 du 13 juillet 1982 modifiée, les dommages matériels directs subis par les biens assurés résultant de l'intensité anormale d'un agent naturel sont garantis.

Cette garantie ne joue qu'après publication au Journal Officiel d'un arrêté Interministériel constatant l'état de catastrophe naturelle au lieu de survenance du sinistre.

Le montant de la franchise applicable est fixé par ce même arrêté.

#### ***7.1.2 Indemnisation des dommages***

Le sinistre doit être déclaré dès que l'Assuré en a eu connaissance et au plus tard dans les dix jours suivant publication de l'arrêté Interministériel constatant l'état de catastrophes naturelle.

L'Assureur doit verser à l'Assuré l'indemnité due au titre de cette garantie dans un délai de trois mois à partir de la date de la remise de l'état estimatif des dommages ou de la date de publication de l'arrêté interministériel lorsque celle-ci est postérieure.

A défaut et sauf cas fortuit ou de force majeure, l'Assureur sera tenu, à l'expiration de ce délai de verser des intérêts, au taux d'intérêt légal.

#### ***7.1.3 Cotisation additionnelle***

La cotisation additionnelle perçue pour cette garantie est calculée par application du taux fixé par les arrêtés découlant de la loi.

### **7.2 Catastrophes naturelles en dehors de la France métropolitaine**

La cotisation additionnelle perçue pour cette garantie comprend notamment, les risques de tremblements de terre et d'inondations. **Elle est incluse dans les taux proposés par l'Assureur.**

## **8 - EXCLUSIONS**

**TOUS LES TEXTES D'EXCLUSIONS SE TROUVANT DANS LES CONDITIONS GENERALES SONT ANNULES. SEULS SONT A PRENDRE EN CONSIDERATION DES TEXTES D'EXCLUSIONS CI-APRES.**

SONT TOUJOURS EXCLUS DES GARANTIES ACCORDEES PAR L'ASSUREUR, LES DOMMAGES MATERIELS RESULTANT :

**8.1 DE LA GUERRE ETRANGERE, LA GUERRE CIVILE, REVOLUTION, MUTINERIE ET SURVENANT SUR LES BIENS ASSURES EN DEHORS DES TRANSITS/TRANSPORTS. POUR LES AUTRES CAS, IL APPARTIENT A L'ASSURE DE PROUVER QUE LE SINISTRE RESULTE D'UN FAIT AUTRE QUE CELUI ISSU D'UN TEL EVENEMENT.**

RESTENT GARANTIS LES DOMMAGES RESULTANT D'ATTENTATS, D'ACTES DE TERRORISME OU DE SABOTAGE COMMIS DANS LE CADRE D'ACTIONS CONCERTEES OU NON AINSI QUE LES DOMMAGES RESULTANT DE GREVES, LOCK-OUT, EMEUTES, MOUVEMENTS POPULAIRES, PIRATERIE.

**8.2 DES EFFETS DIRECTS OU INDIRECTS D'EXPLOSION, DE DEGAGEMENT DE CHALEUR PROVENANT DE TRANSMUTATION DE NOYAUX D'ATOMES OU DE LA RADIOACTIVITE, AINSI QUE LES SINISTRES DUS AUX EFFETS DE RADIATION PROVOQUES PAR L'ACCELERATION ARTIFICIELLE DES PARTICULES.**

**8.3 DE CONFISCATION, DE MISE SOUS SEQUESTRE, DE SAISIE OU DE DESTRUCTION PAR ORDRE DE TOUT GOUVERNEMENT OU AUTORITE PUBLIQUE, DE MEME QUE LES CONSEQUENCES DE TOUTES CONTRAVENTIONS ET SURVENANT SUR LES BIENS ASSURES EN DEHORS DES TRANSITS/TRANSPORTS.**

**8.4 DE LA FAUTE INTENTIONNELLE OU DOLOSIVE DE L'ASSURE.**

**8.5 DU VICE PROPRE, USURE, VETUSTE ET DE LA DETERIORATION LENTE.**

IL EST PRECISE QUE LA GARANTIE S'APPLIQUE SI L'ORIGINE DU VICE PROPRE OU DE LA DETERIORATION LENTE EST CONSECUTIVE A UN EVENEMENT FORTUIT.

## **9 - TRANSPORTS – CONDITIONS D'ACCOMPAGNEMENT**

### **9.1 Choix des transporteurs**

L'Assuré s'engage, s'il fait appel à des transporteurs privés et/ou à leurs sous-traitants, à ne confier les œuvres assurées qu'à des emballeurs et/ ou des transporteurs spécialisés et à notifier, à ceux avec lequel il traite directement, les conditions de gardiennage et de surveillance énoncées ci-après.

En cas de prêts, l'Assuré s'engage à demander aux emprunteurs de respecter ces conditions.

### **9.2 Transport par route**

Les biens assurés par le présent accord-cadre seront transportés à l'exclusion de tout autre chargement, sauf accord préalable de l'Assureur.

Les biens assurés seront transportés à l'intérieur d'un véhicule banalisé entièrement clos, à suspensions pneumatiques, muni d'un antivol et d'un extincteur de forte capacité.

Chaque véhicule sera occupé au minimum par deux personnes dont une se tiendra en permanence dans le véhicule.

Dans tous les cas où la surveillance de ces personnes ne peut plus s'exercer, le véhicule doit être mis sous la garde des forces de police ou de gendarmerie ou à défaut faire l'objet d'une protection permanente, notamment protection type alarme.

Au cas où les biens assurés seraient déposés à tout autre endroit que leur destination finale (transitaires, entrepositaires, emballeurs, détenteurs ou gardiens de la chose), ils devront être mis en chambre forte à moins qu'ils ne fassent l'objet d'une protection permanente.

### 9.3 Transport par chemin de fer, voie aérienne ou maritime

Les œuvres transportées par voie ferrée, aérienne ou maritime seront placées sous la responsabilité du transporteur, également chargé de leur surveillance pendant tout le temps du transport.

### 9.4 Convoiment des œuvres

L'Assuré aura la faculté de décider du convoiment des œuvres, en fonction de leur fragilité ou de l'importance des valeurs transportées.

## **10 - RENONCIATION A RECOURS - SUBROGATION**

### 10.1 Renonciation à recours

L'Assureur renonce à tous recours qu'il serait fondé à exercer en cas de sinistre, le cas de malveillance excepté, contre :

- les administrateurs, les directeurs et les préposés, et en général, toute personne physique ou morale dont l'Assuré serait civilement responsable, ainsi que contre les clients, les usagers, les visiteurs et les services publics;
- les sociétés ou groupements créés par ou pour le personnel de l'Assuré, et notamment les comités des Fêtes, Sociétés Sportives, Sociétés Coopératives, etc., ainsi que le Comité d'Entreprise ou le Comité d'Établissement, et tout organisme de représentation du Personnel ;
- toutes personnes physiques ou morales, Organismes, Groupements, Administrations, etc. envers qui l'Assuré aurait contractuellement ou par obligation renoncé à tous recours;
- les tiers et sociétés envers lesquels l'Assuré s'est engagé à obtenir une renonciation à recours de l'Assureur.
- **toute personne s'étant portée volontaire, de manière bénévole ou non, dans le cadre du plan de prévention contre le risque d'inondation (PPRI), en cas de circonstances climatiques créant un risque de danger pour les collections (tempêtes, etc.) et dans le contexte d'opérations de sauvetage des collections suite à un sinistre.**

Dans le cas de malveillance, la garantie de l'Assureur se trouvera toujours engagée à l'égard de l'Assuré, l'Assureur conservant cependant un droit à recours contre les responsables du sinistre.

### 10.2 Transporteurs, transitaires, entrepositaires, emballeurs, détenteurs ou gardiens

L'Assureur accepte de renoncer au recours qu'il serait en droit d'exercer à la suite d'un sinistre contre les transporteurs, transitaires, entrepositaires, emballeurs, installateurs, socleux, détenteurs ou gardiens de la chose (cas de malveillance, de dol ou de faute lourde exceptés) chargés de l'acheminement, de l'emballage, du déballage, de l'installation, de la désinsectisation, de l'analyse, d'une intervention de conservation-restauration, du soclage ou du gardiennage de tout ou partie des objets assurés.

L'Assureur renonce à tous recours contre toute personne, commissaire, conservateur, préposé de l'Assuré apportant son concours à la réalisation des expositions organisées par l'Assuré. De la même façon, l'Assureur renonce au recours qu'il est en droit d'exercer contre les emprunteurs.

L'Assuré est de ce fait exempté de toute réserve sur les documents de transport. L'Assureur ne peut subordonner son règlement à la communication de ces documents.

### **10.3 Subrogation**

Hors les cas de renonciation prévus ci-avant, l'Assureur est subrogé, dans les termes de l'article L121.12 du Code des assurances, jusqu'à concurrence de l'indemnité payée par lui, dans les droits et actions de l'Assuré contre tout responsables du sinistre.

## **11 - FONCTIONNEMENT DE LA GARANTIE**

### **11.1 Déclarations**

La présente assurance est soumise à déclarations.

En conséquence, pendant la durée de l'accord-cadre, l'Assuré s'engage à communiquer à l'Assureur, pour chaque œuvre prêtée, les éléments suivants :

- Les coordonnées du prêteur et de l'emprunteur et le nom de l'exposition ;
- Le lieu exact du départ, du retour des biens assurés et de l'exposition ;
- Les dates de début et de fin du prêt/d'emprunt (sauf indication contraire, les dates de début des transports aller et retour commenceront un mois avant l'ouverture et un mois après la clôture des expositions) ;
- Les dates d'ouverture et de fermeture de l'exposition ;
- Le descriptif des biens assurés, détaillé et chiffré (provenance, technique, fragile ou non fragile, valeur et devise).

En ce qui concerne les œuvres présentées à la commission des acquisitions, au conseil artistique des musées nationaux et à la commission des dations telle que prévue à l'article 14.2 du présent CCP, la présente assurance est soumise aux déclarations de dates. La liste renseignée des biens assurés sera transmise à l'assureur à l'occasion de chaque commission.

### **11.2 Devises étrangères**

Les éléments appliqués à la présente police pourront être assurés en devises étrangères.

Conformément à la réglementation en vigueur, les cotisations seront ressorties et payées, et les sinistres réglés dans la monnaie qui aura été indiquée dans la déclaration d'éléments.

Tout paiement effectué dans des conditions autres que celles prescrites par le ministère de l'Économie et des Finances n'est pas libératoire pour les Assureurs.

### **11.3 Régularisation**

Les déclarations d'assurance seront régularisées :

- à l'issue de chaque ouverture d'exposition pour les emprunts ;
- après chaque cession des commissions des acquisitions, des dations et le conseil artistique des musées nationaux.

Pour ces régularisations, l'Assureur communiquera à l'Assuré, des récapitulatifs faisant apparaître le montant des capitaux assurés ainsi que les taux pratiqués en séjour et en transport.

Ces récapitulatifs serviront de base pour l'émission d'un bon de commande par l'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac.

Depuis le 1er janvier 2020, la facturation électronique est obligatoire pour toutes les entreprises fournisseurs du secteur public.

Le titulaire déposera obligatoirement ses factures sur Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>) en utilisant les données suivantes :

- numéro de SIRET du musée du quai Branly – Jacques Chirac : 180 092 140 00037
- numéro d'engagement : EJ/SAF/AAAA/000XXXX (cette référence sera communiquée après la notification du bon de commande).
- code service : SFACT

Le délai global de paiement est de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture par l'établissement public. Le défaut de paiement dans ce délai ouvre droit au profit du producteur au paiement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principale la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

## **12 - GESTION DES SINISTRES**

### **12.1 Abrogation de la règle proportionnelle**

L'Assureur déclare avoir une connaissance suffisante des risques assurés.

En conséquence :

- il les accepte tels qu'ils se présentent actuellement, dispensant l'Assuré dans le présent et dans l'avenir, de toute déclaration d'ordre purement technique, sauf modification pouvant aggraver le risque ;
- il accepte la valorisation qui lui a été donnée par l'Assuré comme valeur agréée ;
- il est convenu que la règle proportionnelle prévue à l'article L-121.5 du Code des assurances est totalement abrogée pour l'ensemble des garanties, capitaux et primes du présent accord-cadre;
- toutes les déclarations faites à l'Apériteur seront reconnues valables pour l'ensemble de la coassurance.

### **12.2 Déclaration de sinistre**

Les dommages consécutifs à un même événement ou à une même cause technique constituent un seul et même sinistre.

**L'Assuré doit déclarer à l'Assureur tout sinistre dans un délai de huit jours ouvrés à compter de sa constatation ou de sa connaissance.**

### **12.3 Calcul du coût de restauration et de réparation (y compris soclage et encadrement)**

Il est précisé que les restaurations et réparations ainsi que le soclage et les frais d'encadrement peuvent être effectuées par des agents de l'Assuré et/ou des prestataires extérieurs.

Ces prestations seront comptabilisées sur la base de la rémunération annuelle globale plus charges sociales pour les agents de l'Assuré et sur la base des honoraires TVA incluse pour les prestataires extérieurs.

Il conviendra d'ajouter notamment le coût, TVA incluse, des différents matériels, pièces, fournitures et accessoires nécessaires aux travaux de réparation, des frais de transports et de conditionnement des biens endommagés ainsi que le défraiement des agents désigné par l'Assuré et/ou des prestataires extérieurs.

### **12.4. Cas particulier des restaurations différées**

Dans la mesure où un bien pourrait être restauré avec les techniques actuelles mais que l'Assuré préfère remettre cette restauration à une date ultérieure, afin d'attendre que l'évolution des technologies permette une restauration de meilleure qualité, le coût du sinistre correspondra au coût de la restauration qui aurait été faite suivant les techniques connues au jour du sinistre.



L'Assuré gardera à sa charge les éventuels surcoûts engendrés par les nouvelles techniques et par la conservation des œuvres jusqu'à leur restauration.

### **12.5 Calcul de la dépréciation après sinistre**

La valeur de la dépréciation d'une œuvre après sinistre est déterminée entre l'Assureur, avec l'assistance de son expert, et l'Assuré et le cas échéant son expert, conformément à la procédure prévue au présent article 12.

Il est convenu que la valeur de la dépréciation d'une paire ou d'un élément d'une œuvre tient compte de la dépréciation des éléments restants de la paire ou de l'œuvre.

### **12.6 Perte totale**

La valeur de la perte totale d'un bien assuré correspond à la valeur agréée.

Il est convenu que la valeur de la perte totale d'une paire ou d'un élément d'une œuvre correspond à la valeur agréée de l'œuvre dans son ensemble.

### **12.7 Franchises**

Sauf franchises légales (catastrophes naturelles en particulier), il ne sera fait application d'aucune franchise.

### **12.8 Calcul de l'indemnité**

L'indemnité qui sera versée par l'Assureur à l'Assuré après un sinistre garanti correspond, pour la perte totale d'une œuvre, à la somme :

- de la valeur agréée ;
- des frais exposés en vue de soustraire les biens assurés à l'atteinte d'un sinistre garanti ou d'en limiter l'effet ou toutes autres mesures conservatoires ;
- \* • des frais de clôture provisoire ou de gardiennage ;
- des frais et honoraires des experts que l'Assuré aura lui-même choisis et nommés à l'occasion d'un sinistre.

Pour les autres sinistres, à la somme :

- du coût de restauration et de réparation y compris soclage et encadrement ;
- de la dépréciation après sinistre ;
- des frais exposés en vue de soustraire les biens assurés à l'atteinte d'un sinistre garanti ou d'en limiter l'effet ou toutes autres mesures conservatoires ;
- des frais de clôture provisoire ou de gardiennage ;
- des frais et honoraires des experts que l'Assuré aura lui-même choisis et nommés à l'occasion d'un sinistre ;
- des frais d'emballage, sur justificatifs.

### **12.9 Règlement des sinistres**

#### ***12.9.1 Dommages inférieurs à 3 000 EUR TTC***

Pour les sinistres d'un coût estimé inférieur à 3 000 euros TTC, l'Assureur accepte que la procédure de « règlement des sinistres » soit limitée à la démarche suivante :

⇒ Aucun expert ne sera missionné.

L'indemnité sera réglée, au premier euro, par l'Assureur à l'Assuré ou à son prestataire, sous huitaine après présentation des devis de réparation.

### **12.9.2 Dommages supérieurs à 3 000 euros TTC**

Si l'Assureur souhaite la présence d'un expert dans le règlement d'un sinistre, il s'engage à ce que son intervention se réalise immédiatement en cas d'urgence et au plus tard le septième jour après la déclaration de sinistre, pour constater la nature des désordres de façon à permettre le début des travaux de réparation.

L'Assuré est autorisé à prendre toutes mesures conservatoires telles que défini à l'article 12.13 du présent CCP, avant le passage de l'expert désigné par l'assureur.

Ce délai ne sera pas imposé en cas d'expertise contradictoire (délai impératif de convocation de 3 semaines prévu à l'article 12.12 ci-après).

Faute d'intervention dans ce délai, l'Assuré est fondé à engager les réparations sans pertes de ses droits.

L'Assureur s'engage à ce que l'expert remette par tout moyen qu'il jugera adapté son rapport définitif au plus tard huit jours après réception de l'ensemble des pièces justificatives nécessaires à l'évaluation des dommages. Il est précisé que l'intégralité de ce rapport sera communiquée simultanément à l'Assureur et à l'Assuré.

L'Assureur versera à l'Assuré, sous huitaine à compter de la réception du rapport définitif établi par l'expert, le montant de l'indemnité.

### **12.9.3 Pour l'ensemble des sinistres**

#### **12.9.3.1 Désaccord**

En cas de désaccord sur le quantum définitif, il sera versé 75% (soixante-quinze pour cent) de l'indemnité que l'Assureur propose et ce, dans un délai de 10 jours à compter de la notification officielle par l'Assuré de son refus.

La différence entre le montant de l'indemnité définitive qui sera fixée au terme du règlement du litige et le montant des indemnités déjà versées au titre du sinistre considéré, sera versée dans les quinze jours suivant l'accord amiable ou la décision de justice fixant le montant de cette indemnité définitive.

#### **12.9.3.2 Délais de règlement des indemnités et acomptes**

Si les délais de règlement des indemnités, précisés dans les paragraphes 12.9.1 et 12.9.2 ainsi qu'aux deux paragraphes ci-dessus du présent CCP ne sont pas respectés, l'Assuré jouira à partir de l'expiration de ces délais, de l'intérêt au taux légal, au jour du sinistre et par an, sur la somme qui lui sera due.

#### **12.9.3.3 Versement des indemnités et des acomptes**

L'indemnité due sera toujours réglée en espèces, l'Assureur renonçant à réparer ou à remplacer par lui-même les objets endommagés ou détruits.

L'indemnité sera versée à l'Assuré ou à son prestataire sur demande de l'Assuré.

**POUR TOUT SINISTRE, LES INDEMNITES SERONT VERSEES AVANT TOUTE RECHERCHE DE RESPONSABILITE ET PROCEDURE DE RECOURS.**

### **12.10 Récupération des objets volés des collections privées**

En cas de récupération des objets volés, l'Assuré doit en aviser l'Assureur dans un délai de 15 jours à compter de la date de récupération de l'objet volé par l'Assuré

Si l'indemnité n'a pas encore été versée, l'Assureur prend en charge les éventuelles détériorations subies par les objets y compris la Dépréciation, ainsi que les frais nécessités pour la récupération de ces objets en accord avec l'Assureur.

Si l'indemnité a été versée, l'Assuré dispose d'un délai d'un mois à compter de la date à laquelle est retrouvé l'objet volé pour opter entre les options suivantes :

- Soit reprendre les objets ; l'Assuré devra alors rembourser à l'Assureur l'indemnité perçue.
- Soit renoncer à la reprise des objets qui demeurent par conséquent la propriété de l'Assureur.

Dans tous les cas, l'Assureur prend en charge les éventuelles détériorations subies par les objets y compris la Dépréciation, ainsi que les frais engagés par l'assuré avec l'accord de l'Assureur pour la récupération de ces objets.

### **12.11 Inaliénabilité des collections publiques**

Il ne sera jamais fait délaissement au profit de l'Assureur d'un bien assuré en provenance des collections publiques tant françaises qu'étrangères.

Dans l'hypothèse où, après perte ou vol, cette œuvre serait restituée, il sera dû remboursement à l'Assureur du montant de l'indemnité qu'il aura pu verser avant la restitution, majorée des seuls intérêts légaux à compter de la date de restitution de l'œuvre à la collection publique.

Il reste entendu que les frais de restauration et de réparation rendus nécessaires après la restitution de l'œuvre ainsi que la dépréciation après sinistre seront pris en charge par l'Assureur.

### **12.12 Litiges**

Les litiges qui pourraient survenir entre l'Assuré et l'Assureur à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre et/ou de son interprétation pourront être soumis préalablement à toute action devant la juridiction compétente à l'appréciation d'un collège d'Experts suivant la procédure décrite ci-dessous.

La partie désirant faire régler un litige notifiera sa décision à l'autre partie, par lettre recommandée, en lui faisant connaître l'objet du litige ainsi que le nom de son expert et en lui demandant de désigner le sien dans un délai de huit jours à compter de la date de réception de la lettre recommandée.

Dans les quinze jours suivant la désignation du second expert, les experts devront se mettre d'accord sur le choix d'un troisième expert. En cas de désaccord, l'expert le plus diligent saisira le Président du Tribunal compétent de Paris afin de nomination du tiers expert.

Le collège des trois experts, ainsi constitué, devra dans le mois suivant la désignation du troisième expert, convoquer les parties en vue de dresser un procès-verbal de conciliation.

Dans le délai de deux mois à compter de la date de désignation du troisième expert, et après avoir entendu les parties, le collège statuera à la majorité.

La présente convention ne s'impose pas aux parties et ne fait pas obstacle au droit de chaque partie de s'adresser directement et immédiatement à la juridiction compétente.

Pour les prêts des collections, les litiges seront portés devant les tribunaux compétents de Paris et soumis à la législation française.

Les Assureurs étrangers figurant comme apériteur ou co-assureurs des risques en acceptent la juridiction et renoncent à toute faculté d'appel dans leur pays.

### **12.13 Mesures d'urgence**

A l'occasion d'un sinistre garanti, l'Assuré pourra être amené à entreprendre des mesures d'urgences sans pouvoir en informer l'Assureur avant leur réalisation.

Dans ce cas, l'Assureur accepte de prendre en charge ces frais jusqu'à hauteur de cinquante mille euros TTC (50 000€).

Si ces frais excèdent la somme de cinquante mille (50 000 €) euros, l'Assureur et/ou son expert devront nécessairement être informés des mesures d'urgences engagées et prévues par l'Assuré pour que leurs coûts soient pris en charge par l'Assureur.

## **13 - CONVENTIONS**

### **13.1 Prescription des conditions générales**

Les désignations, énonciations et déclarations insérées dans le présent accord-cadre sont jugées suffisantes par l'Assureur pour satisfaire aux prescriptions des conditions générales de ladite police et pour lui donner une appréciation des risques qu'il prend en charge.

### **13.2 Documents à remettre par l'assuré à l'assureur**

L'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac s'engage à transmettre la liste des œuvres telle que définie à l'article 4.2 et à l'article 4.3 du présent titre et comportant les renseignements définis à l'article 11 du CCP.

### **13.3 Certificat d'assurance**

Sur demande de l'assuré, l'Assureur s'engage à délivrer des certificats d'assurance en anglais et en français aux prêteurs et aux emprunteurs, conformément à la déclaration convenue par l'Assuré. Les certificats d'assurance devront notamment préciser les dates d'exposition, la période couverte par la garantie, les valeurs agréées et les taux appliqués.

### **13.4 Statistiques sinistres**

Sur demande de l'Assuré, et au moins deux (2) fois par an, l'Assureur s'engage à communiquer l'historique des sinistres déclarés, conformément à l'article 12 du présent CCP, comportant au minimum :

- la date du sinistre ;
- le lieu du sinistre ;
- le type de dommage ;
- les biens concernés (description, technique, et valeur agréée) ;
- les coordonnées du prêteur et de l'emprunteur ;
- le montant indemnisé ou estimé conformément au calcul de l'indemnité prévu à l'article 12.8 (réparation, restauration, dépréciation, perte totale).

Au cours du premier trimestre de chaque année, l'Assureur communiquera à l'Assuré le rapport sinistres/primes de l'ensemble de l'accord-cadre faisant état des montants des sinistres réglés et estimés.

### **13.5 Aliments**

Sur demande de l'Assuré, et au moins une fois par an, l'Assureur s'engage à communiquer une synthèse des déclarations réalisées par le Souscripteur comportant au minimum :

- Pour les prêts accordés à l'Établissement public du musée du quai Branly – Jacques Chirac et par exposition :
  - ⇒ le nombre de prêteurs ;
  - ⇒ le nombre de biens assurés ;
  - ⇒ la valeur totale assurée en transport par zone géographique et par qualité des biens (fragile et non fragile) ;
  - ⇒ la valeur totale assurée en exposition par qualité des biens (fragile et non fragile) ;
  - ⇒ la durée de l'exposition ;
  - ⇒ les cotisations (Séjour, Transport et Risques de Guerre).

- Pour les prêts de l'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac par emprunteur et par exposition :
  - ⇒ la durée de l'exposition ;
  - ⇒ le nombre de biens assurés ;
  - ⇒ la valeur totale assurée en transport par zone géographique et par qualité des biens (fragile et non fragile) ;
  - ⇒ la valeur totale assurée en exposition par qualité des biens (fragile et non fragile) ;
  - ⇒ les cotisations (Exposition, Transport et Risques de Guerre).
- Pour les commissions des acquisitions, des datations et le conseil artistique :
  - ⇒ le nombre de biens assurés par commission ou conseil ;
  - ⇒ la valeur totale assurée ;
  - ⇒ les cotisations.

### **13.6 Coassurance**

Si le contrat est souscrit en coassurance, en cas de retrait d'un des co-assureurs, les autres co-assureurs s'engagent à se répartir la quote-part proportionnellement à leur engagement.

## **14. TAUX DE COTISATION**

La présente assurance est consentie pour les risques garantis moyennant le paiement d'une cotisation calculée aux taux fixés dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre, sur la base de la valeur agréée des œuvres (cotisation catastrophes naturelles comme définies à l'article 7 du présent CCP et taxes incluses).

NB : A titre d'information, le musée du quai Branly - Jacques Chirac impose systématiquement son assureur pour les prêts entrants, sauf refus exprès du prêteur.

S'agissant des prêts sortants, dans les conventions de prêts du musée, l'assureur du musée est systématiquement proposé.

### **14.1 Taux en séjour pour les prêts, les dépôts et les emprunts**

Il est convenu que les taux en séjour correspondent aux dates d'exposition des œuvres, à compter de la date d'ouverture jusqu'à la date de clôture. Ils s'appliquent aux prêts des collections à l'extérieur, aux dépôts et aux emprunts d'œuvres pour les expositions temporaires de l'assuré.

Les taux s'entendent par mois d'une durée de 30 jours.

Il est convenu que la période de séjour sera calculée au prorata temporis et ne sera pas arrondie au mois complet.

### **14.2 Taux en séjour pour les commissions des acquisitions, le conseil artistique des musées nationaux et la commission des datations**

Les taux s'entendent par mois d'une durée de 30 jours.

Il est convenu que la période de séjour sera calculée au prorata temporis et ne sera pas arrondie au mois complet.

### **14.3 Transport**

Les taux s'entendent par trajet.

### **14.4 Risques de guerre**

Il est convenu que les taux ci-dessus incluent les risques de guerre, à l'exception des pays soumis à déclaration préalable à la caisse centrale de réassurance (CCR).

L'Assureur s'engage à déclarer mensuellement au souscripteur la liste des pays soumis à déclaration à la CCR.

L'Assuré s'engage à déclarer à l'assureur, avant le départ, tout transport au départ, traversant ou/au retour d'un pays figurant sur la liste des pays soumis à déclaration préalable à la CCR.

Si un bien assuré provient, retourne ou traverse un de ces pays, l'Assureur percevra une prime spécifique en fonction du taux de guerre en vigueur, fixé par la CCR, pour ce pays.

Lorsque les biens assurés traversent un pays soumis à déclaration préalable à la CCR non connu de l'Assuré ou à son insu, l'Assureur accordera néanmoins sa garantie rétroactivement moyennant perception de la prime correspondante.

#### 14.5 Séjour

Il est convenu que les périodes de transport ainsi que les périodes de stockage qui précèdent ou suivent une exposition ne seront pas prises en compte dans les calculs des cotisations tant que le total de ces périodes n'excède pas 6 mois.

Au-delà de 6 mois, pour que les biens restent assurés, il convient de faire une nouvelle déclaration.

#### 14.6 Calcul de la cotisation

- **La cotisation en exposition** est calculée de la manière suivante :

$$\frac{\text{Taux de cotisation exposition} \times \text{valeur des biens assurés} \times \text{période d'exposition (en jours)}}{30}$$

- **La cotisation commissions des acquisitions, des datations et le conseil artistique** des musées nationaux est calculée de la manière suivante :

$$\frac{\text{Taux de cotisation comité d'acquisition} \times \text{valeur des biens assurés} \times \text{période d'exposition (en jours)}}{30}$$

- **La cotisation dépôt** est calculée de la manière suivante :

$$\frac{\text{Taux de cotisation dépôt} \times \text{valeur des biens assurés} \times \text{période de dépôt (en jours)}}{30}$$

- **La cotisation transport** est calculée de la manière suivante :

$$\text{Taux de cotisation par trajet} \times \text{valeur des biens assurés}$$

La cotisation Risques de Guerre pour les pays soumis à déclaration préalable à la caisse Centrale de réassurance (CCR) est déterminée au cas par cas en fonction des taux de guerre en vigueur, fixés par la CCR, pour les pays concernés.

En application de la loi 82600 du 13/07/1982 le montant de la cotisation couvrant les risques de catastrophes naturelles doit apparaître séparément lors de la facturation.

#### 14.7 Paiement de la cotisation

La cotisation est payable sur appel de cotisation en fonction des déclarations d'assurances prévues à l'article 11 du présent CCP « Fonctionnement de la garantie ».

Pour les prêts d'œuvres accordés à l'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac, les acquisitions, les dations ainsi que les dépôts, les cotisations, accessoires et taxes sont payables, par l'Établissement au domicile de l'Assureur à terme à échoir, sur présentation de factures détaillées par exposition le cas échéant, accompagnées d'un récapitulatif faisant ressortir la durée du séjour en exposition le cas échéant ainsi que les différents taux.

Pour les prêts d'œuvres de l'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac accordés à des institutions culturelles françaises ou étrangères, organisatrices d'expositions, les cotisations, accessoires et taxes sont payables, par l'emprunteur au domicile de l'Assureur à terme à échoir, sur présentation de facture détaillée faisant ressortir la durée du séjour en exposition ainsi que les différents taux. Une copie de ces factures devra impérativement être transmise à l'Établissement.

Les cotisations du contrat devant être payées selon les règlements administratifs en vigueur, l'Assureur renonce à suspendre ou à résilier le contrat si le retard de paiement est dû à la seule exécution des formalités administratives.

#### **14.8 Défaut de paiement**

Le délai global de paiement est de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture par l'établissement public. Le défaut de paiement dans ce délai ouvre droit au profit du producteur au paiement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principale la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

## TITRE II

### OEUVRES DES COLLECTIONS DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU QUAI BRANLY – JACQUES CHIRAC

### STOCKAGE, TRANSPORT ET PRESENTATION DANS LES SALLES DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU QUAI BRANLY-JACQUES CHIRAC

**Cette assurance ne couvre pas la perte totale et la dépréciation des œuvres, à l'exclusion du cas particulier du remplacement à l'identique des fonds sinistrés de la Médiathèque fixé à l'article 10.4 du CCP**



## **1 - OBJET DE LA POLICE**

L'Assureur déclare accepter que toutes les œuvres présentes chez l'Assuré (notamment dans ses réserves, dans l'entrepôt de Morangis, sur le plateau des collections, au Pavillon des Sessions, à la Médiathèque...), celles provenant de dépôts effectués au Musée de l'Homme et au Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie ainsi que les nouvelles acquisitions sont assurées dans le cadre du présent titre II pour les œuvres qui n'ont pas fait l'objet de la déclaration prévue à l'article 11 du titre I du présent CCP.

Lorsque la liste de ces dépôts aura été mise à jour, les œuvres feront l'objet d'une déclaration et seront garanties dans le cadre du titre I du présent accord-cadre.

L'Assureur garantit les frais de restauration et de réparation de toute nature qui pourraient être exposés à la suite de dommages matériels survenant aux biens assurés, de leur détérioration en tous lieux ainsi que lors de transfert entre ces derniers. Ces frais incluent la mise en sauvegarde et le gardiennage, le transport et le stockage, le soclage et l'encadrement, le cas échéant.

**NE SONT PAS GARANTIS, LES DOMMAGES RESULTANT DE PRETS ACCORDES A DES INSTITUTIONS CULTURELLES FRANÇAISES OU ETRANGERES, ORGANISATRICES D'EXPOSITIONS, QUI SONT COUVERTES PAR LE TITRE I DU PRESENT CCP.**

L'Assureur garantit également les frais rendus nécessaires à l'occasion d'un sinistre, tels que :

- les frais exposés en vue de soustraire les biens assurés à l'atteinte d'un sinistre garanti ou d'en limiter l'effet ou toutes autres mesures conservatoires, ainsi que les frais de restauration et de réparation de toute nature qui pourraient être exposés à la suite de dommages matériels survenant aux biens qui seraient endommagés au cours, ou à l'occasion de ces mesures ;
- les frais de clôture provisoire ou de gardiennage ;
- les frais et honoraires des Experts que l'Assuré aura lui-même choisis et nommés à l'occasion d'un sinistre.

## **2 - NATURE DE LA GARANTIE**

Sous réserve des seules exclusions figurant à l'article 6 du présent titre, l'Assureur garantit les frais de restauration et de réparation de toute nature, qui pourraient être exposés à la suite de dommages matériels survenant aux biens assurés et de leur détérioration.

Ces frais incluent la mise en sauvegarde et le gardiennage, le transport et le stockage, le soclage et l'encadrement, le cas échéant.

En cas de sinistre, les fonds de la Médiathèque peuvent être remplacés à l'identique dans les conditions fixées à l'article 10.4 du présent CCP.

**CETTE ASSURANCE NE COUVRE PAS LA PERTE TOTALE ET LA DEPRECIATION DES ŒUVRES, A L'EXCLUSION DU CAS PARTICULIER DU REMPLACEMENT A L'IDENTIQUE DES FONDS SINISTRES DE LA MEDIATHEQUE FIXE A L'ARTICLE 10.4 DU CCP**

## **3 - DEFINITIONS**

### **3.1 Souscripteur**

Stipulations conformes à celles de l'article 3.1 du titre I du présent CCP.

CCP n°2021-MQB-00274-AC-00-

00

33

### **3.2 Assuré**

Stipulations conformes à celles de l'article 3.2 du titre I du présent CCP.

### **3.3 Assureurs**

Stipulations conformes à celles de l'article 3.3 du titre I du présent CCP.

### **3.4 Définition des risques**

#### ***3.4.1 Le conditionnement des biens***

Stipulations conformes à celles de l'article 3.4.1. du titre I du présent CCP.

#### ***3.4.2 Les transporteurs***

Stipulations conformes à celles de l'article 3.4.2. du titre I du présent CCP.

#### ***3.4.3 Situation des risques***

France.

#### ***3.4.4 Dommages matériels***

Stipulations conformes à celles de l'article 3.8 du titre I du présent CCP.

#### ***3.4.5 Sinistres***

Tous dommages matériels subis par les biens assurés et survenant entre la date d'effet et la date de fin de l'accord-cadre.

## **4 - BIENS ASSURES**

### **4.1 Détention de biens**

Stipulations conformes à celles de l'article 4.1 du titre I du présent CCP.

### **4.2 Biens assurés**

Les biens assurés par le présent accord-cadre correspondent aux œuvres de l'État dont l'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac a la garde et aux dépôts tel que défini à l'article 1 du présent titre II.

Les biens culturels qui ont cessé de faire partie des collections nationales mais qui sont placés sous la garde du musée du quai Branly – Jacques Chirac par des tiers dans l'attente de leur éventuelle restitution à leur détenteur sont assurés par le Titre I du présent accord-cadre.

Ils concernent l'ensemble et la généralité des objets archéologiques ou historiques et œuvres d'art constitués d'un ou de plusieurs éléments, matériels, objets, substances, mobiliers, textiles, enregistrements sonores, y compris les photographies, installations audiovisuelles, œuvres audiovisuelles et multimédia (notamment CD-ROM, DVD et sites Internet), appareils mobiles ou immobiliers de toute nature, ouvrages, monographies, périodiques, tirés à part, affiches, documents d'archives conservés à la Médiathèque ainsi que les pièces non remplaçables de la Médiathèque, les plafonds peints et œuvres tatouées sur la façade Sud du bâtiment par les artistes aborigènes, les sérigraphies sur la façade vitrée de la rue de

l'Université, les photographies reproduites sur des supports à l'intérieur du bâtiment, les caissons lumineux, les œuvres exposées dans le Jardin du musée, le film sérigraphié en façade nord, faisant partie des collections de l'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac, qu'elles soient inscrites ou non sur l'inventaire réglementaire.

La garantie couvre exclusivement les frais de restauration et le cas échéant le remplacement à l'identique des fonds sinistrés de la médiathèque fixés à l'article 10.4 du présent CCP à concurrence d'une somme de 75 000€ par objet et dans la limite de 20 000 000€ pour la période garantie.

## **5 - CATASTROPHES NATURELLES**

Stipulations conformes à celles de l'article 7.1 du titre I du présent accord-cadre.

## **6 - EXCLUSIONS**

Les stipulations de l'article 8 du titre I du présent CCP sont complétées par les dispositions suivantes :

Sont toujours exclus des garanties accordées par l'assureur dans le cadre du présent titre :

1. **LA DESTRUCTION TOTALE OU LA DISPARITION TOTALE D'ŒUVRES D'ART**
2. **LE VOL OU LA PERTE DES BIENS ASSURES.**
3. **LES PERTES INDIRECTES TELLES QUE : MANQUE A GAGNER, DOMMAGES ET INTERETS, DEVALORISATION ET/OU DEPRECIATION DES BIENS ASSURES, DROITS ET TAXES DIVERS, PENALITES DE TOUTE NATURE.**

## **7 - TRANSPORTS – CONDITIONS D'ACCOMPAGNEMENT**

Stipulations conformes à l'article 9 du Titre I du présent CCP, à l'exception de l'article 9.3 « Transports par chemin de fer, voie aérienne ou maritime ».

## **8 - RENONCIATION A RECOURS - SUBROGATION**

Stipulations conformes à celles de l'article 10 du titre I du présent CCP.

## **9 - FONCTIONNEMENT DE LA GARANTIE**

La garantie s'applique pour tous les biens assurés tels que définis à l'article 4 du présent titre, sans aucune restriction de déclaration de la part de l'assuré.

## **10 - CONVENTIONS**

### **10.1 Déclaration de sinistre**

Stipulations conformes à celles de l'article 12.2 du titre I du présent CCP.

## **10.2 Calcul du coût de restauration et de réparation**

Stipulations conformes à celles de l'article 12.3 du titre I du présent CCP.

## **10.3 Cas particulier des restaurations différées**

Stipulations conformes à celles de l'article 12.4 du titre I du présent CCP.

## **10.4 Cas particulier du remplacement à l'identique des fonds sinistrés de la Médiathèque**

En cas de sinistre, les ouvrages, monographies, périodiques, affiches et tirés à part ainsi que les fonds audiovisuels et sonores édités peuvent être remplacés à l'identique (même édition, même reliure en cas de reliure ancienne), excepté ceux portant notamment des mentions particulières, des annotations, des dédicaces ou devenus introuvables ou appartenant à un fonds particulier ou avec un type de reliure spécifique.

Les archives (comprenant la littérature grise), les archives sonores et audiovisuelles et les fonds iconographiques doivent être restaurés.

Dans ce cas particulier du remplacement à l'identique des fonds sinistrés de la Médiathèque, l'assurance couvre la perte totale et la dépréciation des œuvres.

## **10.5 Calcul du coût de l'indemnité**

Le coût de l'indemnité sera équivalent à la somme :

- du coût de restauration et de réparation, ou, le cas échéant, du coût de rachat à l'identique des fonds sinistrés de la Médiathèque ;
- des frais exposés en vue de soustraire les biens assurés à l'atteinte d'un sinistre garanti ou d'en limiter l'effet ou toutes autres mesures conservatoires ;
- des frais de clôture provisoire ou de gardiennage ;
- des frais de soclage et d'encadrement ;
- des frais et honoraires des Experts que l'Assuré aura lui-même choisis et nommés à l'occasion d'un sinistre.

## **10.6 Règlement des sinistres**

Stipulations conformes à celles des articles 12.9, 12.9.1, 12.9.2, 12.9.3 du titre I du présent CCP.

Dans le cas particulier d'un remplacement à l'identique des fonds sinistrés de la Médiathèque conformément à l'article 10.4, l'indemnité sera réglée, au premier euro, par l'Assureur à l'Assuré ou à son prestataire, sous huitaine après présentation des devis d'achat.

## **10.7 Documents à remettre par l'Assureur**

### ***Statistiques sinistres***

Sur demande du Souscripteur, et au moins une fois par an, l'Assureur s'engage à communiquer l'historique des sinistres déclarés comportant au minimum :

- la date du sinistre ;
- le lieu du sinistre ;
- le type de dommage ;
- les biens concernés (description, nature) ;

- le montant indemnisé ou estimé (réparation, restauration, remplacement à l'identique pour les fonds de la Médiathèque, etc.).

## **11 - COTISATION D'ASSURANCE**

La cotisation forfaitaire annuelle est fixée dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

Depuis le 1er janvier 2020, la facturation électronique est obligatoire pour toutes les entreprises fournisseurs du secteur public.

Le titulaire déposera obligatoirement ses factures sur Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>) en utilisant les données suivantes :

- numéro de SIRET du musée du quai Branly – Jacques Chirac : 180 092 140 00037
- numéro d'engagement : EJ/SAF/AAAA/000XXXX (cette référence sera communiquée après la notification de l'accord-cadre).
- code service : SFACT

Le délai global de paiement est de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture par l'établissement public. Le défaut de paiement dans ce délai ouvre droit au profit du producteur au paiement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principale la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

La cotisation est payable sur appel de cotisation à terme à échoir et pourra être présentée dans les 30 jours de la date de notification du présent accord-cadre.

Il est précisé que la garantie démarre le premier jour de la notification de l'accord-cadre.

## **12 - DEFAUT DE PAIEMENT**

Prescriptions conformes à celles de l'article 14.8 du titre I du présent CCP.

## **13. DEROGATIONS AU CCAG/FCS**

L'article 2.1 du présent CCPC déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS,  
L'article 3.6 du présent CCPC déroge à l'article 6.2 du CCAG/FCS,  
L'article 6.2.2 du présent CCPC déroge à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS,  
L'article 9 du présent CCPC déroge à l'article 14 du CCAG/FCS,  
L'article 11 du présent CCPC déroge à l'article 32.2 du CCAG/FCS,  
L'article 12 du présent CCPC déroge à l'article 32 du CCAG/FCS,  
L'article 15 du présent CCPC déroge à l'article 7.2 du CCAG/FCS.

**ANNEXE 1.a**

**PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES**

**Clause de participation aux bénéfices**

D'un commun accord entre les parties, il est instauré une clause de participation aux bénéfices liée au résultat du rapport sinistre/prime du contrat de la période d'observation.

**Définitions**

**Période d'observation :**

C'est la période d'un an située entre deux échéances anniversaire soit du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre.

**Date d'observation :**

Le 1<sup>er</sup> juillet suivant l'expiration de chaque échéance anniversaire.

**Garanties concernées :**

Toutes les garanties du contrat sont concernées par la présente clause.

**Sinistres concernés :**

Tous les sinistres survenus durant la période d'observation.

**Coût des sinistres pris en considération :**

Il s'agit du coût réel des sinistres réglés par l'assureur sous déduction des recours obtenus et de l'évaluation des sinistres non réglés à la date d'observation sous déduction des franchises contractuelles.

Les sinistres réglés et évalués sont appelés.

**Montant de la prime prise en considération :**

C'est la prime annuelle hors taxes minorée des frais et charges de l'assureur (A % au total).

Cette prime est appelée **P**

**Calcul de la participation :**

$$B \% (P - (A \% P + S))$$

A =

B =

**Versement de la participation :**

Il sera effectué au cours du 7<sup>ème</sup> mois suivant l'expiration de la période d'observation.

**ANNEXE 1.b**

**CATASTROPHES NATURELLES**

**Garantie catastrophe naturelle**

Loi n°82.600 du 13 juillet 1982  
(Décrets n° 82-705 et 82-706 du 10 AOUT 1982, J.O. du 11 AOUT 1982)

Arrêtés du 10 août 1982 et du 7 septembre 1983

-----

CLAUSES TYPES APPLICABLES AUX POLICES D'ASSURANCE MENTIONNEES  
A L'ARTICLE 1<sup>er</sup> (1<sup>er</sup> ALINEA) DE LA LOI N°82.600 du 13 JUILLET 1982

**DOMMAGES MATERIELS DIRECTS**

**a) Objet de la garantie :**

La présente assurance a pour objet de garantir à l'assuré la réparation pécuniaire des dommages matériels directs non assurables à l'ensemble des biens garantis par le contrat ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel.

**b) Mise en jeu de la garantie :**

La garantie ne peut être mise en jeu qu'après publication au Journal Officiel de la République française d'un arrêté interministériel ayant constaté l'état de catastrophe naturelle.

**c) Etendue de la garantie :**

La garantie couvre le coût des dommages matériels directs non assurables subis par les biens, à concurrence de leur valeur fixée au contrat et dans les limites et conditions prévues par le contrat lors de la première manifestation du risque.

Si l'assurance PERTES D'EXPLOITATION est souscrite, la garantie couvre, sans possibilité d'abattement spécial sur le montant des éléments du risque servant à la détermination de la prime ou cotisation, les conséquences pécuniaires de l'interruption ou de la réduction d'activité de l'établissement, dans les limites et aux conditions fixées au contrat pour le risque principal, telles qu'elles existaient lors de la première manifestation du risque.

**d) Franchise :**

Nonobstant toute disposition contraire, l'assuré conserve à sa charge une partie de l'indemnité due après sinistre. Il s'interdit de contracter une assurance pour la portion du risque constituée par la franchise.

Pour les biens à usage d'habitation, les véhicules terrestres à moteur et les autres biens à usage non professionnel, le montant de la franchise est fixé à 380 euros, sauf en ce qui concerne les dommages imputables aux mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et/ou à la réhydratation brutale des sols, pour lesquels le montant de la franchise est fixé à 1 520 EUR.

Pour les biens à usage professionnel, le montant de la franchise est égal à 10 % du montant des dommages matériels directs non assurables subis par l'assuré, par établissement et par événement, sans pouvoir être inférieur à un minimum de 1.140 euros ; sauf en ce qui concerne les dommages imputables aux mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et/ou à la réhydratation brutale des sols, pour lesquels ce minimum est fixé à 3 050 euros. Toutefois, sera appliquée la franchise éventuellement prévue par le contrat, si celle-ci est supérieure à ces montants.

Si l'assurance PERTES D'EXPLOITATION est souscrite l'assuré conserve à sa charge une partie de l'indemnité due après sinistre correspondant à une interruption ou à une réduction d'activité de l'établissement pendant 3 jours ouvrés, avec un minimum 1 140 euros.

Toutefois, sera appliqué la franchise éventuellement prévue par le contrat si celles-ci est supérieure à ce montant.

L'assuré s'interdit de contracter une assurance pour la portion de risque constitué par la franchise.

Dans une commune non dotée d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles pour les risques faisant l'objet d'un arrêté portant constatation de l'état de catastrophe naturelle, la franchise est modulée en fonction du nombre d'arrêtés pris pour le même risque au cours des cinq années précédant la date de la nouvelle constatation, selon les modalités suivantes :

- premier et second arrêté ..... application de la franchise ;
- troisième arrêté ..... doublement de la franchise applicable ;
- quatrième arrêté ..... triplement de la franchise applicable ;
- cinquième arrêté et suivants ..... quadruplement de la franchise applicable.

Les dispositions de l'alinéa précédent cessent de s'appliquer à compter de la prescription d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles pour les risques faisant l'objet de l'arrêté portant constatation de l'état de catastrophe naturelle dans la commune concernée. Elles reprennent leurs effets en l'absence d'approbation du plan précité dans le délai de quatre ans à compter de la date de prise de l'arrêté ayant prescrit le plan.



**e) Obligation de l'assuré :**

L'assuré doit déclarer à l'assureur ou à son représentant local tout sinistre susceptible de faire jouer la garantie dès qu'il en a connaissance et au plus tard dans les trente jours suivant la publication de l'arrêté interministériel constatant l'état de catastrophe naturelle.

Quand plusieurs assurances contractées par l'assuré peuvent permettre la réparation des dommages matériels directs non assurables résultant de l'intensité anormale d'un agent naturel, l'assuré doit, en cas de sinistre et dans le délai mentionné au précédent alinéa, déclarer l'existence de ces assurances aux assureurs intéressés. Dans le même délai, il déclare le sinistre à l'assureur de son choix.

**f) Obligation de l'assureur:**

L'assureur doit verser l'indemnité due au titre de la garantie dans un délai de trois mois à compter de la date de remise par l'assuré de l'état estimatif des biens endommagés ou de la date de publication de l'arrêté interministériel constatant l'état de catastrophe naturelle lorsque celle-ci est postérieure. Il doit aussi verser une provision d'indemnité dans les deux mois à compter de l'une des deux dates. A défaut, et sauf cas fortuit ou de force majeure, l'indemnité due par l'assureur porte, à compter de l'expiration de ce délai, intérêt au taux de l'intérêt légal.

**ANNEXE 1.c**

**PRESTATIONS D'INTERMEDIATION**

NOTE : En référence aux dispositions de l'article « Critères d'attribution » de l'avis d'appel public à la concurrence et du règlement de la consultation relatif à l'accord-cadre d'assurances tous risques expositions, le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens suivants pour l'exécution de l'accord-cadre.

♦ **EQUIPE DEDIEE AU DOSSIER**

Indiquer le nom et le prénom du ou des correspondants qui seront affectés, le cas échéant, à la gestion du dossier du **MUSEE**.

Interlocuteur 1 – Gestion du contrat _____	Nom	et	Prénom
Interlocuteur 2 – Gestion des sinistres _____	Nom	et	Prénom
Interlocuteur 3 – Autre _____	Nom	et	Prénom

♦ **DELAIS ET FREQUENCE**

Indiquer les délais et la fréquence sur lesquels vous pouvez vous engager pour assurer au **MUSEE** les services suivants (à préciser le cas échéant).

SERVICES	DELAIS MOYENS	FREQUENCE/ANNEE D'ASSURANCE
Réponse à une correspondance	(en jours)	S a n s o b j e t
Réunions ponctuelles	S a n s o b j e t	
Présence sur sinistre grave	S a n s o b j e t	S a n s o b j e t
Formations (1)	S a n s o b j e t	
Fourniture de statistiques	(en mois à l'échéance)	S a n s o b j e t
Lien pour un suivi des sinistres via internet		

(1) Préciser les thèmes proposés le cas échéant et indiquer si ces formations donnent lieu à facturation :

♦ **MOYENS INFORMATIQUES**

Indiquer les moyens mis en œuvre en précisant, le cas échéant, le nom des logiciels utilisés et en précisant si le **MUSEE** bénéficiera de la mise à disposition de matériels spécifiques en la matière.

---

---

---

---

---

♦ **STATISTIQUES**

Indiquer les services susceptibles d'être rendus au **MUSEE** en la matière en précisant les informations contenues réellement dans ces statistiques.

---

---

---

---

---

**Autres informations**

Dans cette rubrique, indiquez les informations complémentaires qui peuvent être utiles au jugement de la qualité de votre offre et qui concernent les services susceptibles d'être rendus au **MUSEE**.